

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 10/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DES EAUX DE VOLVIC

ZI DU CHANCET

63530 VOLVIC

Références : [20030710-RAP-63-0935-SEV_RapportInspection](#)
Code AIOT : 0005600467

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2023 dans l'établissement SOCIETE DES EAUX DE VOLVIC implanté ZI DU CHANCET 63530 VOLVIC. L'inspection a été annoncée le 07/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un arrêté préfectoral de restriction de l'usage de l'eau AEP a été pris le 28/04/2023 pour les communes alimentées en eau potable par le SMUERR. Dans ce cadre la SEV contribue aux économies d'eau en appliquant les restrictions prévues pour le niveau d'alerte de son PURE. Par ailleurs, l'établissement est soumis à l'autosurveillance des rejets aqueux. Le but de l'inspection était de vérifier l'application des mesures sécheresse et le suivi de l'autosurveillance.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES EAUX DE VOLVIC
- ZI DU CHANCET 63530 VOLVIC
- Code AIOT : 0005600467
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société des Eaux de Volvic est une société du groupe Danone.

Le site est constitué de 2 usines d'embouteillage, la première conditionne de l'eau minérale naturelle depuis 1974, et la seconde produit des boissons rafraîchissantes à base d'arômes naturels de fruits ou de jus de fruits depuis 2002.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécheresse ;
- Autosurveillance des rejets aqueux ;
- Suites de la précédente inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté Préfectoral du 13/03/2014, article 4.2.2	/	Lettre de suites	3 mois
8	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	/	Lettre de suites	3 mois
15	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Lettre de suites	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suites

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose d'un Plan d'Utilisation Rationnelle de l'Eau (PURE) validé et anticipe son plan de production pour respecter les mesures de restriction sécheresse.

Toutefois, des améliorations sont à apporter. En effet, il apparaît que les compteurs pour l'usine de Chancet fruit ne figure pas sur le plan en annexe du PURE. Le plan doit être complété sur ce point.

Par ailleurs, le forage F6 est également présent sur le site, et ne figure pas non plus sur le plan en annexe du PURE. Si ce forage est abandonné définitivement, les prescriptions de l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral doivent être respectées.

De plus, les eaux après traitement par la station UTEC sont regroupées avec le rejet d'eaux minérales après neutralisation et le prélèvement pour analyse est effectué sur le rejet global. Cela constitue une dilution du rejet de la station UTEC. Afin d'appréhender cette dilution il est demandé à l'exploitant de transmettre les volumes annuels pour les compteurs 41 (eaux minérales après neutralisation), 44 (sortie de la station UTEC) et 45 (rejet au RIC).

Ensuite, afin de compenser l'absence d'accréditation pour le prélèvement avant analyse, il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection la décision relative à l'agrément du dispositif de suivi régulier des rejets (SRR) qui lui a été délivrée par l'agence de l'eau ainsi que le dernier rapport

de diagnostic de fonctionnement du dispositif.

Enfin, en observations :

- le PURE est à actualiser pour prendre en compte l'arrêté préfectoral cadre sécheresse du 04/04/2023 et l'arrêté ministériel du 30/06/2023, compléter les données de prélèvement sur les dernières années, actualiser les actions de réduction des consommations d'eau ;
- Le rapport de combustibilité des produits du 28/10/2022 est à transmettre à l'inspection, et la situation du site par rapport à la rubrique 1510 est à actualiser (6 mois) ;
- Si le projet de chaudière bois se concrétise, cela nécessitera un porter à connaissance conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2014, article 4.2.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- Identification du ou des milieux de prélèvement- Plan des réseaux d'alimentation- Présence d'un (plusieurs) compteur(s)- Fréquence de relevé et maintenance (optionnel)- Volumes prélevés- Respect des volumes prescrits le cas échéant- Vérification de la déclaration des volumes dans GEREP le cas échéant
Constats : Le site est alimenté en eau minérale par les 5 forages (autorisation préfectorale n°2014332-006 du 28/11/2014), et par le réseau AEP. Les alimentations et compteurs sont représentés sur le plan en Annexe A du PURE. Il apparaît que les compteurs pour l'usine de "chancet fruit" ne figure pas sur les plans. Le plan doit être complété sur ce point. L'exploitant dispose d'un logiciel pour suivre les relevés des différents compteurs d'eau, cela permet d'avoir des relevées au moins quotidiens (continus). L'exploitant fait une animation journalière sur les relevés. Les déclarations GEREP sont effectuées, la consommation annuelle est d'environ 2,5 Mm ³ pour les eaux souterraines et de moins de 50000 m ³ pour l'AEP. Un forage F6 est également présent sur le site, toutefois l'exploitant indique que celui-ci n'est plus utilisé. Si le forage est abandonné définitivement, les prescriptions de l'article 4.1.2 de l'AP doivent être respectées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Sécheresse – gestion économe de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
Thème(s) : Actions nationales 2023, Dispositions prises pour économiser la ressource de manière pérenne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Actions menées pour réduire la consommation de manière pérenne
Constats : Les actions de réduction des consommations d'eau sont décrites dans le PURE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2023, article 8.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Exemption des restrictions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sites pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (MTD, techniques les plus économes du secteur...) => Pour pouvoir bénéficier de ce 3 ^e critère d'adaptation : nécessité de réaliser un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) selon le modèle régional.
Constats : Le site dispose d'un PURE validé.
Observations : Le PURE est à actualiser pour prendre en compte l'arrêté préfectoral cadre sécheresse du 04/04/2023, pour compléter les données de prélèvement sur les dernières années et pour actualiser les actions de réduction des consommations d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Sécheresse – Goulet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Relevés hebdomadaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Transmission à l'UD-DREAL
Constats : L'exploitant a répondu suite à l'arrêté préfectoral de restriction de l'AEP pour les 31 communes alimentées en AEP par le SMUERR. Toutefois, l'AEP est utilisé sur le site uniquement pour l'usage sanitaire. Le prélèvement 2022 dans l'AEP est d'environ 30000 m ³ . Par ailleurs, l'exploitant adopte les restrictions pour les eaux souterraines de son PURE correspondant au seuil d'alerte (soit un débit mensuel maximum de 347,7 m ³ /h).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Respect des VL de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2014, article 4.3.9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des VL de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : VL de rejet dans l'eau
Constats : Le fonctionnement de la station UTEC a été amélioré par l'ajout de carriers en mars 2021. Cela a permis de réduire fortement les rejets de polluants. Les valeurs limites de rejet, fixées dans l'AP, pour l'azote et le phosphore sont ponctuellement dépassées. Toutefois, la convention de rejet au RIC de décembre 2019 a des valeurs plus élevées pour ces paramètres. La station d'épuration communale nécessite l'apport de nutriment (azote et phosphore) pour un fonctionnement correct, il est donc souhaitable d'adapter les valeurs limites de rejet pour ces 2 paramètres à celles fixées dans la convention de rejet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le schéma des réseaux est présenté en annexe A du PURE (voir constat 1).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Le rejet s'effectue au réseau intercommunal (RIC).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.
Constats : Le prélèvement pour analyse est effectué après regroupement du rejet UTEC et des eaux minérales. La dilution n'est, a priori, pas significative, l'exploitant doit toutefois transmettre les volumes annuels pour les compteurs 41 (eaux minérales après neutralisation), 44 (sortie de la station UTEC) et 45 (rejet au RIC).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Un préleveur est en place de façon permanente avant rejet des effluents au RIC. Des analyses en interne sont effectuées tous les jours. Un préleveur spécifique est installé pour les analyses réalisées par un laboratoire extérieur tous les mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m ³ . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Le débit journalier dépasse 100 m ³ , le prélèvement est proportionnel au débit.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : Le suivi des paramètres respecte les fréquences l'AP. Le suivi interne est plus fréquent (journalier) pour pouvoir piloter la station.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassements et actions correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les résultats et les commentaires sont transmis à l'inspection via l'application GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : La transmission GIDAF est bien effectuée régulièrement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<p>Constats : La fréquence des contrôles externe est prévue à l'article 4.3.10 de l'AP, l'exploitant fait réaliser par un laboratoire extérieur une analyse une fois par mois, ce qui permet de respecter les fréquences fixées.</p> <p>Toutefois, c'est l'exploitant qui met en place le préleveur pour le compte du laboratoire extérieur.</p> <p>Le site doit faire l'objet d'un suivi régulier des rejets (SRR), l'exigence d'accréditation du prélèvement n'est donc pas nécessaire.</p> <p>Si c'est bien le cas, l'exploitant doit fournir à l'inspection la décision relative à l'agrément du dispositif de suivi régulier des rejets qui lui a été délivrée par l'agence de l'eau ainsi que le dernier rapport de diagnostic de fonctionnement du dispositif.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p> <p>Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p>
<p>Constats : La fréquence d'analyse par un laboratoire extérieur est mensuelle.</p> <p>Le laboratoire d'analyse est bien agréé.</p> <p>Pour le prélèvement, réalisé par l'exploitant, voir le constat précédent.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2014, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Classement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat 1 de l'inspection précédente. Annexe I de l'AM 11 avril 2017</p> <p>...</p> <p>Matières ou produits incombustibles : matières ou produits qui ne sont pas susceptibles de brûler, sont qualifiés d'incombustibles des matières ou produits constitués uniquement de matériaux classés A1 ou A2-s1-d0 au sens de l'arrêté ministériel du 21 novembre 2002 ou des matières ou produits qualifiés comme incombustibles suite à la mise en œuvre d'essais réalisés selon un protocole reconnu par le ministère chargé de l'environnement.</p> <p>...</p>
<p>Constats : L'exploitant a déposé un porter à connaissance (PAC) le 08/06/2022 relatif au plan stratégique logistique indiquant les modifications du stockage de produits finis et des produits chimiques.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant précise que les travaux prévus dans ce PAC se sont terminés fin 2022.</p> <p>Par ailleurs, des tests de combustibilité ont été réalisés sur les produits finis, ceux-ci concluent à la non-combustibilité des produits.</p>
<p>Observations : Le rapport correspondant du 28/10/2022 est à transmettre à l'inspection.</p> <p>Compte tenu de ce nouvel élément la situation du site par rapport à la rubrique 1510 est à actualiser (6 mois).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Modification de combustible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2014, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Suite à la guerre en Ukraine et au risque de pénurie de gaz, SEV a transmis un PAC pour la modification de combustible pour la génération de vapeur sur le site. Le but étant de pouvoir remplacer le gaz par du fioul pour pouvoir sécuriser la production. Dans ce cadre, une cuve de fioul a été installée sur le site, des brûleurs mixtes gaz/fioul sont commandés. La chaudière de location n'a pas été utilisée pour l'hiver 2022/2023. Par ailleurs, un projet de chaudière bois est à l'étude.
Observations : Si le projet de chaudière bois se concrétise, cela nécessitera un porter à connaissance, conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet